

Du néolibéralisme au néofascisme. Éléments de réflexion.

Christian Laval, 9 mai 2025

« Le fascisme constitue le type même de solution révolutionnaire qui garde le capitalisme intact »¹

Karl Polanyi

« Chaque époque a son fascisme »

Primo Levi

Introduction

Nous partirons d'un premier constat : le recul mondial des démocraties libérales². Selon l'institut suédois V-Dem, la proportion de la population mondiale vivant dans des pays autocratiques a dépassé depuis 2009 la proportion vivant dans des pays démocratiques, avec 71 % de la population mondiale, soit 5,7 milliards de personnes vivant actuellement dans des autocraties. Ce qui représente une augmentation de 48 % par rapport à il y a dix ans. Selon le rapport, en 2023, « l'autocratisation » était en cours dans 42 pays, abritant 35 % de la population mondiale, tandis que la démocratisation avait lieu dans 18 pays, n'accueillant que 5 % de la population mondiale. La liberté d'expression « reste la composante la plus touchée de la démocratie et se détériore dans 35 pays en 2023 », selon V-Dem, ce qui inclut la liberté des médias, la liberté des citoyens de discuter des questions politiques et la liberté d'expression académique et culturelle. Les élections honnêtes, une institution centrale de la démocratie qui était relativement épargnée, apparaissent désormais dans le rapport de V-Dem comme la deuxième composante la plus touchée, « se détériorant dans 23 pays et s'améliorant dans douze ». C'est l'indicateur des élections libres et équitables qui subit la plus forte baisse au sein de cette composante, se détériorant dans 35 pays en 2023, contre 30 en 2022 et 16 en 2019. Le

¹ K.Polanyi, « Le Fascisme et la terminologie marxiste » (1934), *Essais*, Seuil, 2008, p. 426-427.

² Ce qu'on appelle ici « démocratie libérale » ou « parlementaire » n'est jamais qu'un mélange de caractères hétérogènes et jusqu'à un certain point contradictoires entre domination de l'État et du capital sur la population, et libertés civiles et politiques globalement respectées.

constat est net : ce qui demeure de démocratique et de libéral dans les démocraties libérales recule rapidement.

Ce constat doit être relié à la défaite des vagues successives de mobilisation en faveur de la démocratisation des sociétés. A rebours des grands mouvements mondiaux qui depuis la fin des années 90 affirmaient qu'un « autre monde était possible » et qu'il fallait construire une vraie démocratie contre le néolibéralisme et les dictatures, ce sont précisément les forces anti-démocratiques, tyranniques et totalitaires qui l'ont emporté. Il faut assumer le constat de la *défaite politique* qu'on peut espérer momentanée des mouvements sociaux, écologistes, féministes, anti-racistes, salariaux et même du mouvement altermondialiste, sans parler des grands mouvements démocratiques dans le monde entier entre 2010 et 2020 qui n'ont pas eu la force suffisante de changer la donne, de renverser la logique du capitalisme, et ceci alors même qu'il montrait de plus en plus ses conséquences délétères sur la société et mortelles sur le vivant. Cette défaite s'est accompagnée de l'accaparement des « technologies de l'information et de la communication » (expression qui date d'une éternité) par des firmes capitalistes devenues ces oligarchies politico-économiques qui prétendent à la domination du monde et qui confisquent à leur profit toutes les formes de mise en commun. Ces oligarchies que les États ont enrichies et renforcées exigent maintenant de contrôler le pouvoir d'État, s'emparent même du pouvoir d'État.

Le second constat concerne l'aggravation des tensions entre « blocs de puissance ». Aujourd'hui un climat de guerre mondiale larvée s'impose entre des puissances étatiques impérialistes rivales. Les États de Russie, de Chine, des États-Unis entendent se partager le monde en « sphères d'influence » et en zones géographiques qu'ils exploiteront pour renforcer leur propre puissance. Pour ce faire, ces puissances étatiques ont en commun deux grands axes politiques : la course à l'armement et la guerre à la démocratie. La guerre idéologique, pas moins que la guerre commerciale ou que la guerre hybride, est d'ores et déjà engagée. Cette guerre n'a rien à voir avec les luttes d'hier entre le « monde libre » et le communisme. Elle est menée *conjointement* par les puissances étatiques impérialistes. Cette guerre est relayée dans les différents pays occidentaux et dans un grand nombre de pays du Sud global par des forces d'extrême droite qui cherchent à imposer une conception hiérarchisée et disciplinée de la société autour de valeurs et de principes patriarcaux, familialistes, xénophobes, nationalistes. Ce fond commun idéologique vise à éradiquer ce qu'il y avait encore de démocratique ou de libéral dans les démocraties libérales : les règles de droit, la séparation des pouvoirs, les droits de l'homme, les protections des libertés et des droits sociaux, les droits à l'auto-détermination

des peuples. Autrement dit, il s'agit pour ces puissances de liquider l'héritage des derniers siècles en matière de conquêtes politiques pour les libertés civiles et pour l'égalité sociale, en même temps que les acquis juridiques en matière de respect du droit international, héritage qui demeure encore vivace malgré de sévères limitations et de graves violations, mais qui constitue désormais un obstacle au type de domination que ces forces étatiques veulent exercer sur leurs propres populations et à l'extérieur de leurs frontières, et qui à ce titre leur sont insupportables.

Pour résumer ce point, l'organisation politique du monde semble maintenant structurée d'une nouvelle façon. Non plus par un droit international qui pour avoir été violé maintes fois, demeure le cadre formel des relations interétatiques mais par l'unique règle des rapports de force entre puissances rivales, toutes aussi peu démocratiques les unes que les autres, toutes prêtes à se surarmer et à imposer de manière brutale, agressive, et sans scrupule moral et sans limites juridiques, leurs intérêts nationaux.

On dira que les logiques anti-démocratiques dont nous parlons ne sont pas homogènes, qu'il y a par principe entre États impérialistes des rivalités inextinguibles. Mais c'est justement parce qu'il y a entre eux de tels rapports, qu'ils partagent une commune volonté d'éradiquer les derniers résidus démocratiques, comme par exemple la division des pouvoirs aux États-Unis, et de mettre au pas tous les efforts des peuples pour s'émanciper de leurs tutelles. Cela tient à la corrélation entre le type de pouvoir interne et le type de relation extérieure propre aux États non-démocratiques. L'exercice agressif de la souveraineté dont témoignent ces États impérialistes suppose la mise au pas de la société, la limitation des libertés, la militarisation de la jeunesse, les abus de pouvoir de toutes sortes. Et en sens inverse, les menées impérialistes au-delà des frontières permettent de renforcer le pouvoir des États sur leurs populations en désignant un ennemi extérieur, d'ailleurs toujours complice d'un ennemi intérieur qu'il faut écraser. Ce recul de la démocratie est un phénomène qui touche également l'Europe. Les gouvernements d'extrême droite ou de droite radicale sont déjà en place dans plusieurs pays, et les forces politiques qui s'en réclament sont aux portes du pouvoir dans de nombreux autres. Plus aucune démocratie libérale n'est à l'abri de ce type de régression politique et sociale. Mais plus grave peut-être, c'est la logique mimétique qui fait que pour résister à la menace impérialiste, les digues libérales en Europe risquent de céder une à une au nom des impératifs du « réarmement ».

Face à ce phénomène mondial, trois questions se posent de façon urgente : Comment en est-on arrivé là ? Comment qualifier le nouvel état politique du monde ? Comment en sortir ?

Comment en est-on arrivé là ?

On ne peut caractériser cette situation sans en faire l'histoire. Ce qui se passe aujourd'hui est depuis longtemps en cours, ce n'est pas une nouveauté sauf pour ceux qui ne voulaient pas voir. Cela fait déjà longtemps que la dite « démocratie libérale » est en crise dans de nombreux pays capitalistes, et cela fait même maintenant bien longtemps que la *sortie* de la démocratie libérale est entamée³. Le néolibéralisme, qu'il ne faut surtout pas confondre avec le « libéralisme politique », est le facteur principal de cet effondrement, non pas seulement par ses conséquences sociales et politiques désastreuses et habilement exploitées par des dirigeants d'extrême droite, mais aussi par l'accointance entre les doctrines néolibérales et la mise en cause des fondements de la démocratie, laquelle doit rester aux yeux des principaux théoriciens du néolibéralisme une procédure de sélection des dirigeants qui ne met pas en danger l'ordre du marché capitaliste et le droit sacré de la propriété. On doit à cet égard rappeler le soutien tout à fait explicite de la Société du Mont-Pèlerin, le foyer théorique central de la doctrine, à la dictature de Pinochet ou à l'apartheid sud-africain. Le néolibéralisme a toujours été une entreprise politique empreinte de brutalité, de violence, au moins potentiellement, et parfois de manière ouvertement putschiste⁴.

Le néolibéralisme en appauvrissant et en précarisant la vie de millions d'individus a conduit à ce phénomène étonnant que les grands vainqueurs des politiques pro-business ont réussi à capturer électoralement une grande partie de leurs victimes grâce à un impérialisme guerrier, au racisme anti-immigrés et à la défense fanatique des valeurs les plus conservatrices, en d'autres termes grâce à *la guerre culturelle contre la gauche*. Ce qui caractérise ce que nous pouvons appeler le néofascisme actuel, c'est l'exploitation et la canalisation des frustrations et des ressentiments des laissés pour compte par un ensorcellement nationaliste, ethno-identitaire

³ Cf. Les travaux de Wendy Brown, *Défaire le dèmos ; le néolibéralisme, une révolution furtive*, éditions Amsterdam, 2018 ; Pierre Dardot et Christian Laval, *Ce cauchemar qui n'en finit pas, comment le néolibéralisme défait la démocratie*, La Découverte, 2016.

⁴ C'est ce que nous avons montré dans Pierre Dardot, Haud Guéguen, Christian Laval, Pierre Sauvêtre, *Le Choix de la guerre civile, Une autre histoire du néolibéralisme*, Lux, 2021.

et autoritaire. Cette très habile manœuvre de la droite et de l'extrême droite a désamorcé la lutte des classes et a enrôlé les colères populaires au service à la fois de la concentration de la force politique dans un gouvernement sans limites et de la concentration de la richesse capitaliste dans les mains d'une oligarchie très restreinte. C'est cette composition des intérêts de l'oligarchie capitaliste et des ressentiments populaires, largement due à la croissance des inégalités, à la marginalisation de couches entières de population et de territoires abandonnés, au mépris à l'égard des classes populaires qui ont pris de plein fouet les effets de la mondialisation capitaliste, qui rend compte de ce néofascisme néolibéral. Ce dernier, à la différence des politiques néolibérales de la période précédente qui venaient essentiellement du haut, se présente comme une force qui vient aussi du bas. Non pas de tout le bas de la société, mais d'une partie des classes populaires et moyennes qui tournent leur colère non pas vers les oligarchies capitalistes mais vers des fractions des classes populaires, notamment immigrées et racisées, accusées d'être responsables de leur malheur du fait de « l'assistanat », de privilèges indus, ou de la délinquance qui les caractériseraient. C'est ce racisme qui est le principal élément « énergétique » du néofascisme, ce qui le distingue du néolibéralisme oligarchique précédent qui n'avait pas pour argument principal, même s'il était latent et parfois d'ailleurs ouvertement et cyniquement utilisé, la stigmatisation des groupes sociaux les plus dominés et les plus précarisés. Cet argument, on peut le qualifier de « populiste » au sens très précis où il vise à consolider un peuple imaginaire sain, vertueux, travailleur contre les composantes d'origine étrangère des classes populaires, composantes qui concentrent alors tous les traits stigmatisés des « classes dangereuses ». Il s'agit aussi de faire un peuple soucieux de défendre les institutions et les valeurs menacées par les fractions progressistes et modernistes de la population urbaine, jeune et diplômée, tournée elle vers la promotion et la valorisation de nouveaux modes de vie plus libres et égalitaires, plus soucieuse aussi de l'environnement, et globalement plus tolérante. En d'autres termes, il s'agit de diffuser les thématiques les plus conservatrices parmi les classes populaires en encourageant les paniques identitaires et en faisant de ces valeurs familiales, masculinistes, patriotiques, autant de protections imaginaires contre les menaces de toutes sortes sur les modes de vie populaires.

La dimension « populiste » du néofascisme ne doit donc pas être négligée, précisément parce qu'elle est aussi la source de contradictions. Non pas qu'il s'agisse d'un authentique populisme qui conduirait une politique réellement « en faveur du peuple ». Il s'agit en fait d'une manœuvre propre à la guerre culturelle qui consiste à jouer la démocratie contre la démocratie, le peuple contre le peuple, le suffrage universel contre la justice sociale. Alors que chez les

théoriciens néolibéraux, il était surtout question de mettre le droit (essentiellement privé) à l'abri de la menace de la « souveraineté populaire », avec le néofascisme d'aujourd'hui, il s'agit de jouer « les masses » contre le droit et la constitution, afin d'imposer progressivement un nouveau type de pouvoir gouvernemental et un nouvel État qui assureront aux dominants une protection solidement armée de leurs propres intérêts. En d'autres termes, le néofascisme est aujourd'hui de nature populaire et en un certain sens, « révolutionnaire ». Entendons par là qu'il veut une révolution anti-démocratique et anti-sociale instaurant un nouveau système institutionnel inégalitaire, hiérarchique, obscurantiste au service du capitalisme le plus brutal⁵.

Mais pourquoi maintenant ? Deux facteurs ont massivement joué. Le premier est lié à l'ascension de « rivaux systémiques » de l'Occident. Pendant un court moment historique l'Occident dirigé par les États-Unis, ont cru dominer unilatéralement le monde après avoir défait « l'Empire du Mal » soviétique. Très vite d'autres menaces ont mobilisé l'establishment étatsunien, notamment « l'Axe du mal », ce qui a conduit à la « guerre au terrorisme » et aux interventions militaires en Afghanistan et en Irak. Cet activisme impérialiste a masqué pendant tout un temps les propres menées impérialistes de la Russie poutinienne et l'ascension de la Chine comme principal adversaire. Tout se passe comme si la mondialisation capitaliste avait engendré un résultat tout à fait inattendu pour ses promoteurs, à savoir l'émergence d'une nouvelle puissance capable de contester l'hégémonie occidentale et surtout états-unienne. La concurrence oligopolistique qui caractérise la mondialisation débouche sur l'affrontement de puissances militaro-économiques disposées à la guerre commerciale et bientôt militaire à partir du moment où leurs intérêts paraissent moins complémentaires que contradictoires. Le néofascisme, jusque-là latent, s'impose lorsque la logique de l'affrontement international entraîne *ipso facto* la militarisation et la disciplinarisation de la population, l'écrasement de l'opposition interne, la nécessité de renforcer l'exploitation. Pour les capitalistes il arrive un moment où la démocratie parlementaire et sociale devient un frein à la rentabilité des capitaux, et surtout vient entraver la mobilisation générale de la population pour défendre les intérêts capitalistes nationaux « menacés » par la concurrence. Il s'agit aussi de prévenir une

⁵ Steve Bannon ne cache pas le but de la nouvelle administration Trump : « Nous voulons rendre cette révolution permanente, nous emparer des institutions », *Le Monde*, 30 avril 2025.

contestation sociale ou politique qui la mettrait en danger si une partie de la population ne voulait pas se laisser enrôler dans la guerre économique.

Le second facteur est plus proprement politique. Cette récupération et cette canalisation de la colère et du ressentiment populaires par les représentants ou les défenseurs des oligarchies capitalistes par le moyen d'un projet populiste, nationaliste et anti-démocratique est également largement due à l'effondrement idéologique des gauches gouvernementales qui ont abandonné les classes populaires. Bernie Sanders a parfaitement résumé les choses à propos de la récente élection de Trump : « Comment s'étonner que les travailleurs aient abandonné le Parti démocrate alors que ce même parti les avait abandonnés depuis longtemps ? » On peut dire la même chose de la gauche française et surtout du parti socialiste, et plus largement des gauches européennes. La responsabilité de la gauche dans l'avènement de cette vague néofasciste est considérable. Son ralliement au projet néolibéral a favorisé la *dé-démocratisation accélérée* du monde en détruisant pour une large partie des populations l'espérance dans une alternative. Plus grave encore, une partie des membres des classes populaires entretiennent des aspirations confuses que satisfait le néofascisme, à la fois le souhait de « renverser la table », selon une logique « anti-système » et la nostalgie d'un ordre ancien plus protecteur selon la logique mortifère du « chez nous ». Certes on peut avoir du mal à comprendre que beaucoup de membres des classes populaires et moyennes adhèrent aux discours de l'extrême droite. On doit se tourner vers le passé. Pourquoi les ouvriers allemands auraient-ils soutenu Weimar alors que la justice et la police de cette république « modérée » étaient ultra-répressives à l'égard du mouvement ouvrier organisé ? Et pourquoi les ouvriers ou les paysans italiens auraient-ils pu soutenir les dirigeants socialistes qui les avaient envoyés se faire massacrer pendant la première guerre mondiale ? Quand la gauche trahit, c'est le fascisme qui gagne. Le renoncement de la gauche à assumer la transformation sociale à laquelle aspirent les classes populaires, et d'abord dans le domaine crucial du travail, font qu'une partie de ces dernières confient à l'extrême droite le soin d'accomplir leur désir de changement radical⁶.

Le centre et la droite ne sont pas en reste. Dans tous ces processus, on doit rendre comme le faisait Jean-Pierre Faye une place aux déplacements des langages et à la manière dont la droite

⁶ Une étude très fine de Thomas Coutrot a montré qu'il y avait une forte corrélation entre le manque d'autonomie dans le travail, les horaires atypiques, la pénibilité des tâches, et l'abstention politique et le vote pour l'extrême droite. Cf. Thomas Coutrot, *Le bras long du travail, Conditions de travail et comportements électoraux*, IRES, Document de travail n° 1, février 2024.

et le centre dans les différents pays de démocratie libérale commencent et finissent par parler comme l'extrême droite, utilisant les mêmes mots, construisant l'immigration en problème prioritaire, faisant de l'identité nationale la question principale. Comme le montre très bien Faye, le déplacement des mots permet le déplacement des électeurs dans l'espace politique⁷. Les mots mobilisent, ce sont des mots de passe et des mots d'ordre, autrement dit, ils ont des effets sur les rapports sociaux.

Pour conclure, les démocraties libérales ont affaibli et mis en danger ce qu'il y avait encore de démocratique et de libéral en elles en choisissant de renforcer toujours plus la logique capitaliste aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur des nations, au détriment des intérêts populaires et de la maîtrise par les peuples de leur destin. Elles en paient le prix aujourd'hui. La grande leçon de ce qui se passe aujourd'hui, aussi bien aux États-Unis qu'en Russie ou en Chine c'est qu'entre capitalisme et démocratie il n'y a nulle harmonie spontanée. On pourrait même dire l'inverse : la démocratie même minimale ne peut être maintenue que si le capitalisme est tenu dans certaines limites.

Comment qualifier ces tendances ?

Il est assez clair qu'on ne peut plus qualifier simplement les tendances politiques actuelles à l'échelle du monde de « néolibéralisme » ni même de « néolibéralisme autoritaire ». Le néolibéralisme a été le caractère historique prépondérant de ces tendances pendant quatre ou cinq décennies. Il a créé le contexte de domination des oligarchies, il a produit les réactions de rejet d'une partie de la population qui ont nourri l'extrême droite, il les a même encouragées quand cela permettait de canaliser les frustrations populaires. Aujourd'hui il se perpétue en mutant, il se renouvelle en se continuant. D'où la difficulté d'identifier et de qualifier simplement ce à quoi nous avons affaire. Le néolibéralisme a troqué sa composante globaliste pour produire une version de lui-même pas seulement autoritaire mais aussi nationaliste et impérialiste. Il joue même sur les ressorts du nationalisme le plus brutal et de l'impérialisme prédateur en articulant une volonté (illusoire) de protection des intérêts d'une partie de la population (c'est le sens du *Make America great again*) et une réaffirmation de la puissance

⁷ Jean-Pierre Faye, « Critique des langages et analyse de classe, in *Éléments pour une analyse du fascisme*, Séminaire de Maria-Antonietta Macciocchi, 10 :18, p. 279 et sq., 1976.

d'un capitalisme national, notamment dans le domaine stratégique du contrôle des data numériques et des réseaux sociaux.

Nous passons d'une phase politique mondiale marquée par un certain type de *néolibéralisme* dominant, qu'on peut appeler un néolibéralisme globaliste, à une nouvelle phase qui pourrait se nommer *néofascisme* à condition de ne pas prendre ce « passage » pour une rupture brutale ou une contradiction entre deux formes politiques ou deux phases économiques en tout point opposées. En réalité, il faudrait plutôt supposer un continuum entre elles, et ceci d'une double façon : les tendances néofascistes étaient déjà présentes dans la précédente période et un certain nombre de caractéristiques néolibérales sont conservées dans la période présente⁸. Le terme de néofascisme qualifie des modes de gouvernement étatique qui témoignent d'une certaine mutation du néolibéralisme. Il désigne une formation politique hybride, quelque chose comme un *néofascisme néolibéral* ou un *néolibéralisme fasciste*.

Nous savons bien les limites mêmes de l'emploi du terme de néofascisme pour désigner des formes nationales de domination qui conservent toutes leurs différences de par leur histoire, leur idéologie, leur constitution, et même leur degré variable d'oppression sur la population. À défaut d'un autre mot, il nous paraît encore le plus apte pour qualifier des pouvoirs étatiques et des mouvements politiques qui ont en commun l'instauration d'un système dictatorial ou quasi dictatorial reposant sur un pouvoir personnel ultra concentré, la prévalence de l'exécutif sur les autres pouvoirs, la volonté étatique de s'attaquer aux libertés individuelles et collectives par des moyens répressifs, la diffusion par tous les moyens dans la population d'une passion nationaliste, raciste et xénophobe, la désignation d'ennemis extérieurs et intérieurs à écraser, le mépris pour les minorités et la valorisation de groupes dominants, l'esprit de revanche et de conquête, la régénération identitaire de la nation sous le commandement du chef tout-puissant, et peut-être surtout l'exploitation démagogique du ressentiment populaire envers des « élites » corrompues et d'un sentiment largement partagé d'un déclin collectif. Son défaut est de sembler poser comme « modèles » le fascisme et le nazisme de la première moitié du XXe siècle, en comparaison desquels les formes contemporaines que l'on peut observer aux États-Unis, en Argentine ou en Israël peuvent apparaître comme incomplètes ou par trop différentes. Une remarque de l'historien Robert Paxton nous semble permettre de lever l'objection : « Si nous

⁸ C'est la grande erreur de ceux qui comme l'historien Arnaud Orain proclame *orbi et urbi* que « le néolibéralisme est terminé ». Cf *Le monde confisqué : essai sur le capitalisme de la finitude (XVIe-XXIe siècle)*, Flammarion, 2025.

comprenons la renaissance du fascisme comme l'émergence d'un équivalent fonctionnel et non comme une répétition à l'identique, son retour est possible »⁹. On sait que Paxton a longtemps refusé de qualifier le trumpisme première manière de fascisme, du moins jusqu'au 6 janvier 2020. L'usage de la violence pour renverser le cours constitutionnel de l'élection lui a fait changer d'avis. Mais parler d' « équivalent fonctionnel » a incontestablement une portée qui dépasse l'événement ponctuel de la prise du Capitole. Cette formule très judicieuse indique que des mouvements et des forces politiques peuvent occuper une place et jouer un rôle semblable dans des conjonctures de crise sociale et politique qui, pour ne pas être identiques, ont néanmoins des points communs.

Quel rapport peut-on établir entre ce néofascisme et le fascisme à l'ancienne ? L'analogie a-t-elle une force explicative ? L'analogie a sa pertinence et ses limites. Sa pertinence tient non pas au nombre de cases semblables qu'on pourrait cocher, mais à la logique sociale et politique d'ensemble. Le fascisme est un leurre pour une partie des classes populaires et de la petite bourgeoisie salariée et indépendante. C'est une « révolution » qui d'une part se nourrit de colère et c'est en même temps une réaction violente et sauvage contre ce qui bouscule des hiérarchies acceptées et revendiquées (par ex. des hommes sur les femmes, des parents sur les enfants, des Blancs sur les autres races, etc.). C'est surtout une révolution qui se présente comme un retour à une origine mythique ou à une identité mystifiée (l'âge d'or de l'Amérique aujourd'hui) mais qui sauve le capitalisme et même fait tout pour en accélérer le développement le plus destructeur.

La possibilité du rapprochement analogique avec le fascisme tient au fait que les fascistes et les nazis, par l'ambivalence ou l'ambiguïté, ont réussi à exprimer cette colère d'une partie des masses et à la diriger vers un « ennemi intérieur », à manœuvrer les peurs et les nostalgies, tout en permettant aux capitalistes de gagner en liberté pour mieux exploiter la main d'œuvre, de manière à affronter au mieux la concurrence internationale. A ce titre, l'extrême droite actuelle comme dans les années 20 et 30 reste l'instrument politique des capitalistes, et plus précisément le joker du capitalisme. Cette ambiguïté est la condition même d'une alliance entre capitalistes et classes populaires et moyennes. C'est pourquoi le fascisme ancien ou contemporain n'a pas un discours unifié, cohérent. L'incohérence est à son principe même parce qu'il lui faut capter des couches ou des classes sociales aux intérêts contradictoires. Comme l'avait montré en son temps Nikos Poulantzas, l'efficacité du fascisme réside d'abord dans ce qu'il appelle son

⁹ Robert Paxton, « The Future of Fascism », 6 avril 2017, cite par Ugo Palheta, *Le possible du fascisme*, La Découverte, p.27.

« impact populaire », qui le distingue d'autres formes dictatoriales¹⁰. En un mot, on reconnaît le fascisme non pas d'abord au fait qu'il va servir avec violence les intérêts de la classe dominante mais qu'il va se donner une base populaire. Et il le fait par l'exercice d'une propagande différenciée, qui sait utiliser un certain nombre d'aspirations populaires en les dévoyant. Derrière le « tous pourris » ou sous l'invocation unificatrice du « peuple », on peut entendre une forme ultra-démocratique de contrôle du peuple sur les élus, un besoin de solidarité entre gens d'une même nation, un retour à un âge d'or de la paysannerie ou de l'artisanat ou du petit commerce, etc. Ce qui fait aussi toutes les contradictions d'une idéologie à la fois différenciée et « attrape-tout ». Elle arrive au pouvoir au moment où la démocratie libérale ne satisfait plus ni le haut ni le bas de la société pour des raisons différentes, et même opposées.

Le paradoxe demeure cependant. Pourquoi une partie des masses sont-elles attirées par des partis et des organisations qui sont les meilleurs défenseurs des capitalistes ? Les fascistes italiens interviennent très tôt dans les luttes de classes au service du patronat en réaction aux deux années révolutionnaires de 1919-1920. Pourquoi cette force d'attraction contre les ennemis des intérêts populaires ? D'abord ces intérêts ne sont pas plus unifiés que le peuple, d'autre part il faut malgré tout construire une unité du Peuple par la mobilisation d'affects puissants d'amour et de haine. Ils s'obtiennent par la rhétorique de la nation et de sa grandeur, par la resacralisation de l'État, par le principe du chef, le *Führerprinzip*. Ces trois aspects, nation, État, chef, appartiennent historiquement au registre de la souveraineté.

C'est un principe de souveraineté absolue qui est mis en œuvre par les gouvernants spécialement aux États-Unis, en Chine ou en Russie et dans beaucoup d'autres pays. Le nationalisme étatique a besoin de souder les masses autour de son chef suprême. On dira qu'on est loin du néolibéralisme. Ici il convient de rappeler que le néolibéralisme n'a pas mis fin à la souveraineté. On peut même dire qu'il en a fait son principe pratique dans la vie économique. Il n'a jamais attaqué le principe du chef dans les rapports sociaux de production, bien au contraire, ces derniers sont de puissants agents de naturalisation et de légitimation de la hiérarchie « efficace ». Les « hommes forts » qui réussissent sont au cœur de l'imaginaire néolibéral comme à celui du néofascisme.

Autre analogie entre le fascisme d'hier et le néofascisme, c'est le besoin d'ennemis extérieurs et intérieurs. C'est précisément à ce besoin que l'on voit à quel point le fascisme relève d'une

¹⁰ Nikos Poulantzas, « À propos de l'impact populaire du fascisme » in *Éléments pour une analyse du fascisme*, vol.1, Séminaire de Maria-A Macciochi, Paris VIII, Vincennes 1974/1975, 10/18, 1976.

logique étatiste exacerbée, absolutisée, incontrôlée. Comment renforcer le pouvoir de l'État sans guerre, sans ennemis, sans combats héroïsés ? L'actuelle guerre culturelle de la droite mondiale ressemble par maints côtés à celle que menèrent les fascistes et les nazis contre le « bolchévisme culturel » et « l'art dégénéré », au profit d'un art national et patriotique exaltant les vertus viriles. C'est à nouveau ce qu'on voit aujourd'hui avec la chasse aux sorcières « anti-wokiste » aujourd'hui. La guerre culturelle autorise toutes les purges, toutes les censures, et toutes les attaques contre la recherche, la science, l'université.

Enfin, et peut-être surtout, aujourd'hui comme hier, l'ennemi c'est l'étranger. « L'impact populaire du néofascisme », pour parler comme Poulantzas, a beaucoup à voir avec l'immigration en Europe et aux États-Unis. C'est l'un des thèmes centraux de la néofascisation de la société. C'est ainsi qu'on est passé d'un antisémitisme à la fois militant et meurtrier, à un racisme essentiellement tourné contre les immigrés venant d'Afrique en Europe et d'Amérique latine aux États-Unis. Aujourd'hui on assiste à une hantise de la frontière, occasion d'un réinvestissement du souverainisme et du nationalisme le plus ancien, préfasciste. Ce néofascisme de la frontière renoue clairement avec l'obsession du sang pur, non souillé, fantasme qui accompagne la peur panique du « grand remplacement ». La grande ruse du néofascisme est d'avoir dévié vers l'immigration la responsabilité de tous les maux de la société, en d'autres termes de leur imputer les transformations économiques et sociales négatives, qui relèvent en grande partie du processus de mondialisation et des politiques néolibérales.

Mais toute analogie historique a ses limites. Le néofascisme n'est pas une réponse à une révolution comme ce fut le cas du premier fascisme et du nazisme dans les années 20 et 30, même si c'est sans doute une réaction à un mouvement égalitaire mondial, mais qui ne menaçait pas directement l'ordre capitaliste, ou pas encore. Le mouvement ouvrier ne s'est pas réveillé et révolté contre l'ordre capitaliste, malgré une insatisfaction de masse, que l'on a pu observer depuis longtemps mais qui est restée canalisée dans les ornières du racisme, du patriarcalisme et du sexisme.

Une hypothèse importante est celle d'un « fascisme préventif » pour reprendre une formule de Herbert Marcuse, un fascisme qui prend les devants, qui anticipe une contestation radicale que l'on aperçoit à l'horizon parce qu'on en a vu les premiers signes. Parler de « contre-révolution préventive », c'est dire que le fascisme ne serait pas toujours une réaction à une menace révolutionnaire ou à une transformation progressiste de la société, qu'il pourrait être aussi une manière de prendre les devants, de contrer une révolution qui n'a pas encore eu lieu mais qui

pourrait peut-être advenir¹¹. Ainsi on peut se demander si le néofascisme contemporain n'est pas *la réponse anticipée* à l'effondrement climatique et à la contestation globale du capitalisme, non pas la suite d'une « catastrophe » qui a déjà eu lieu mais l'anticipation de celle qui va avoir lieu et qui mettrait ainsi en question le modèle de développement du capitalisme. On en a un aperçu avec la mise en cause de toutes les recherches sur le climat aux États-Unis. Le néofascisme serait alors une sorte de grand déni pratique des crises à venir, qu'il faut conjurer en faisant exactement le contraire de ce qu'il faudrait faire pour sauver la vie sur terre, une sorte de « nécropolitique », de politique de mort de grande ampleur. Marcuse parlait dans les années 70 d'un « Grand Refus » pour désigner la contre-culture en Occident. Peut-être avons-nous affaire à une autre sorte de « Grand refus » inversé qui consisterait non plus à « ouvrir les yeux » sur la catastrophe mais à les fermer. Ne pas voir, ne pas savoir, telle serait la rationalité irrationnelle du néofascisme qui viserait à enterrer toute remise en cause du système général des inégalités (économiques, raciales, genrées, climatiques, etc) dans lequel nous sommes enfermés.

Une autre différence qui empêche de voir dans notre actualité une simple répétition historique, c'est la préservation jusqu'à un certain point des formes de la démocratie représentative. C'est ce qui se voit dans la dé-diabolisation des formations d'extrême droite qui envisagent plus des « coups d'État légaux », à base de référendum ou d'interprétations autoritaires des lois, que des prises de pouvoir par la violence. Mais il convient ici de rester prudents. Le 6 janvier 2020 au Capitole ou le 8 janvier 2023 à Brasilia montrent qu'un authentique coup d'État est toujours possible. Au Brésil, on est passé à deux doigts du rétablissement de la dictature militaire, selon un scénario qui ressemblait au complot qui a renversé Allende 50 ans avant. S'il n'y a pas encore de milices armées paradant dans les rues de Washington, on voit déjà comment on peut transformer un corps de police ou d'armée en garde prétorienne du nouveau pouvoir.

Pour conclure ce point, la difficulté d'usage d'un terme comme « fascisme » tient à ce que l'on a tendance à comparer des fascismes institutionnellement stabilisés à des formes émergentes qui sont loin d'avoir atteint leur phase de maturité. Aussi le terme de néofascisation pourrait-il être provisoirement adopté pour rendre compte d'une dynamique ou plus exactement d'un ensemble de dynamiques relativement hétérogènes mais qui tendent à converger. Il faudrait à cet égard faire la distinction entre un fascisme manifeste et un fascisme latent, un fascisme

¹¹ Cité dans Alberto Toscano, *Fascisme tardif, Généalogie des extrêmes droites contemporaines*, Éditions La Tempête, 2024, p. 70.

crystallisé et un fascisme diffus. Par exemple, le racisme, le nationalisme blanc, le masculinisme, la détestation des étrangers ou des gens différents, ne sont pas des nouveautés ou des surprises, ce ne sont pas non plus des phénomènes qui se cristallisent seulement au sommet des partis, ou même chez les seuls militants, mais des réalités massives dans les populations occidentales, et qui pénètrent toutes les institutions, la police, la justice, le monde politique. Les analyses classiques du fascisme avaient tendance à y voir un phénomène « du haut » de la société, voir un phénomène concentré dans un leader. D'autres analyses dans les années 70 ont au contraire souligné que le fascisme était un phénomène beaucoup plus diffus, lié non seulement à des intérêts économiques mais aussi à des désirs, des angoisses, des façons de vivre, des rapports de pouvoir. On pense aux analyses dites freudo-marxistes de W.Reich en termes de répression de la sexualité ou aux analyses de Michel Foucault en termes de diffusion permissive d'un pouvoir absolu sur autrui.

Il faut cesser d'opposer la néofascisation par le haut et par le bas de la société. Le fascisme du haut encourage et autorise un certain nombre de gens en raison de leur genre, de leur race, de leur âge, de leur position professionnelle à exercer un pouvoir souverain sur autrui. Tout se passe comme si l'État et son chef avaient le pouvoir de déléguer la souveraineté à des groupes de gens qui par ailleurs sont dépossédés de pouvoir dans la société, parfois marginalisés ou précarisés, hantés par le déclin, la ruine, la perte. Ces atomes de la société néolibérale sont investis ou rêvent d'être investis d'une prise plus totale sur autrui, leurs femmes, leurs enfants, leurs subordonnés, ou toute autre personne qu'ils jugent inférieurs. La force énergétique du fascisme se trouve à la fois dans la peur panique de la perte de pouvoir (qui a des raisons objectives dans le capitalisme) et dans le désir compensatoire de domination de gens qui se sentent inférieurs ou méprisés. Tout ce qui vient troubler la domination blanche et masculine des « Proud Boys » devient une menace à éradiquer. D'où aussi la fixation obsessionnelle sur le genre et la transidentité, véritable tabou du néofascisme.

Que faire ?

Une sorte de consensus en Europe voudrait qu'il faille se ranger dans broncher dans le camp des défenseurs des dites démocraties libérales, aujourd'hui prises en tenaille entre Trump et Poutine. La question doit être rapportée au contexte d'affrontement général entre puissances à la fois rivales et complices dans la destruction des libertés, come nous l'avons fait au début de

ce texte. Les démocraties libérales se sont considérablement discréditées et isolées aux yeux de nombreuses populations du monde, notamment dans le Sud, par la manière dont elles laissent s'accomplir depuis des années la négation et la répression des droits des Palestiniens, jusqu'à l'actuelle génocide qu'ils subissent à Gaza, tout en se revendiquant du droit international et même de la morale pour défendre les Ukrainiens agressés. Le ressentiment envers l'Occident que cherchent à exploiter la Russie et la Chine ne sont pas nouveaux. La colonisation a laissé des traces, comme d'ailleurs toutes les interventions militaires qui ont grandement terni l'image des pays occidentaux. Ces plaies non seulement ne sont pas cicatrisées, elles ont été réveillées et même enflammées par la pratique du « deux poids, deux mesures ». La délégitimation de l'Occident et particulièrement des États-Unis s'est accentuée ces deux dernières années, et n'est pas près d'être inversée dans une grande partie du monde. D'où la question : comment lutter contre la tendance néofasciste mondiale si d'emblée les dites démocraties libérales ont perdu le crédit moral qui leur permettrait de coaliser derrière elles des États mais surtout des populations qui peuvent être attirées par le discours anti-occidental de la Russie et de la Chine ? De la même façon comment lutter pour des « démocraties libérales » qui ont laissé prospérer autant d'inégalités en leur sein et ont peu à peu laissé la société se disloquer ? Comment défendre des régimes « d'extrême centre » pour reprendre l'expression de Pierre Serna, qui ont renforcé leur arsenal répressif et n'hésitent pas en faire usage le plus brutalement contre leur population ?¹² La coalition avec le « centre » et la droite néolibérales est vouée à l'échec à la fois sur le plan interne et sur le plan externe. Seules les forces démocratiques conséquentes, à la fois anti-néofascistes et anti-néolibérales, peuvent contrer la grande vague réactionnaire. Certes, sur le plan tactique, des convergences sont possibles dans la défense de principes libéraux et démocratiques fondamentaux mais il ne faut pas oublier que les forces politiques attachées au libéralisme politique et au néolibéralisme ont été plus d'une fois les vecteurs du fascisme hier et aujourd'hui, dans la mesure où elles ont-elles-mêmes violé en maints domaines les principes qu'elles étaient supposées défendre¹³.

Dans cette situation compliquée, les pièges sont nombreux pour les forces démocratiques. Ces dangers sont respectivement le faux radicalisme, le campisme et le suivisme.

Le faux radicalisme, ou « radicalisme de campus » a été politiquement catastrophique. Il se caractérise par l'utilisation des méthodes autoritaires de la « cancel culture », c'est-à-dire de la censure, de l'interdiction, et de l'intimidation. Ces méthodes de lutte, au nom des meilleures

¹² Cf. Pierre Serna, *L'extrême centre ou le poison français, 1789-2019*, Champ Vallon, 2024.

¹³ Cf. Johann Chapoutot, *Les Irresponsables, Qui a porté Hitler au pouvoir ?*, Nrf Essais, Gallimard, 2025.

intentions « décoloniales », antiracistes et féministes, en dépit de leur caractère marginal, ont eu un effet inhibiteur dans un certain nombre de domaines, dont celui de la création artistique et de la recherche scientifique. Elles ont surtout permis à l'extrême droite de reprendre à son compte la thématique du *free speech*, qui dans les années 60, était au cœur du combat de la gauche radicale aux États-Unis, en Europe et dans beaucoup d'autres pays. Cette tragique faute stratégique dans la guerre culturelle a ouvert la voie aux vagues de dénonciation du « wokisme » et au déclenchement d'une offensive obscurantiste dans de nombreux pays, en premier lieu aux États-Unis¹⁴.

Le deuxième piège, celui du campisme », est de croire qu'il faut jouer l'une des puissances impérialistes contre une autre, apaiser les relations avec la Russie pour compenser l'agressivité américaine, ou au contraire pactiser avec l'administration Trump pour éviter une influence trop grande de la Russie, ou encore s'allier avec la Chine pour contre l'impérialisme américain ou russe. Ce jeu des puissances impériales ne peut pas être celui de forces démocratiques réelles. Ces dernières doivent être entièrement mobilisées par la lutte contre le néofascisme et l'impérialisme partout, dans tous les pays, en refusant ainsi tout campisme, ce terme désignant la tentation de préférer l'un des impérialismes à l'autre¹⁵. Et pour mener cette lutte, ces forces doivent être reliées les unes aux autres au-delà des frontières. Cette cosmopolitique dirigée contre tous les néofascismes et les impérialismes s'impose d'autant plus que l'ennemi est une hydre à plusieurs têtes comme nous l'avons vu. Aucun « campisme » n'est acceptable, et surtout pas sous la forme d'une connivence avec le poutinisme que l'on voit à l'œuvre dans d'importantes fractions de la gauche, en Europe ou en Amérique latine. Même si le soutien à l'agresseur russe n'est pas toujours avoué clairement, il est une manière de dénigrer la résistance ukrainienne à travers la figure de Zelensky, ou bien une façon de mettre sur le même plan l'agresseur et l'agressé, ou encore une façon de justifier l'invasion russe comme une « réaction à une future agression de l'OTAN contre la Russie » qui sont autant d'hypocrites solidarités avec le dictateur Poutine. La moindre des choses quand on se dit de gauche est de se battre pour

¹⁴ Cf. La tribune des intellectuels américains dénonçant le « dogmatisme et la coercition » de certains mouvements publiée le 8 juillet 2020 par *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/07/08/mark-lilla-margaret-atwood-wynton-marsalis-notre-resistance-a-donald-trump-ne-doit-pas-conduire-au-dogmatisme-ou-a-la-coercition_6045547_3232.html

¹⁵ Cf. Pierre Dardot et Christian Laval, « Réinventons l'internationalisme (2/4) - La faillite d'un « anti-impérialisme à sens unique », *Mediapart*, 18 mars 2022, <https://blogs.mediapart.fr/pierre-dardot-et-christian-laval/blog/180322/reinventons-l-internationalisme-24-la-faillite-d-un-anti-imperialisme-sens-uniq>

le droit à l'autodétermination des peuples. Lénine est ici utile : « Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre », et encore : « Le droit des nations à disposer d'elles-mêmes signifie exclusivement leur droit à l'indépendance politique, à la libre séparation politique d'avec la nation qui les opprime ». C'est le b.a ba de la « démocratie politique »¹⁶.

Le troisième et dernier piège consiste à se faire les suivistes des néolibéraux qui entendent bien faire payer l'effort de guerre aux plus défavorisés. Il faut consentir des sacrifices, disent-ils. Des canons, des missiles, avant toutes choses. Cette façon très classique pour la droite est évidemment suicidaire, elle ne peut qu'encourager l'extrême droite à se présenter comme le défenseur des plus pauvres contre les élites « va-t'en guerre ». Plus fondamentalement, l'idée dominante de la droite et de « l'extrême centre » consiste à vouloir la transformation « impériale » de l'Europe selon une logique mimétique. On présente le dilemme ainsi : d'un côté la vassalisation des États européens par les Russes et/ou par les Américains, d'un autre côté la constitution de l'Europe en un quatrième Empire. La défense des intérêts du capitalisme européen passerait par la construction d'un super-État doté d'une armée. C'est le sens des appels au souverainisme européen, à la puissance européenne, à l'armement européen. Cette dynamique impériale européenne a sa rationalité, celle de la puissance étatique, de la guerre et de l'anti-démocratie.

Ce qu'on ne comprend pas assez bien c'est que la dictature poutinienne et la dictature trumpiste sur la société russe et américaine sont le moyen de la puissance externe de l'État. La dictature permet d'assurer les arrières de leur expansionnisme impérial. Il faut combattre toute division interne, tout pluralisme social et politique, et donc exercer le maximum de force sur les populations pour pouvoir se soumettre les pays que l'on convoite. La politique israélienne à Gaza, soutenue par les États-Unis, en est l'exemple le plus manifeste. Suivre la pente du « réarmement » comme y invitent les dirigeants européens c'est favoriser toutes les régressions démocratiques et sociales annoncées.

Comment sortir de la sortie accélérée de la démocratie ? Où aller ?

¹⁶ Lénine « La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », 1916, <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/01/19160100.htm>

Mais alors quelle est l'issue à gauche ? La première question qui se pose est la suivante : la gauche a-t-elle la moindre réflexion stratégique ? On peut en douter. D'ailleurs parler de gauche au singulier est déjà une difficulté. Mais faisons un instant semblant d'y croire.

Il y a des principes fondamentaux sur lesquels elle ne peut transiger, par exemple l'intangibilité des frontières, le droit des peuples à l'autodétermination, le respect du droit international. C'est une première ligne de défense. Mais ce n'est au fond qu'une première ligne stratégique, faite des positions nécessaires les plus immédiates. Mais quid de la stratégie à plus long terme ? Lui suffit-elle de défendre l'État de droit, la division des pouvoirs, la protection des libertés fondamentales ? Non, ce serait faire preuve d'extrême timidité, et ce serait une faute. Les libertés libérales doivent être défendues mais nous savons qu'elles sont extrêmement vulnérables en regard des intérêts capitalistes et des dynamiques liberticides et écocidaires du souverainisme. Nous savons combien la démocratie libérale a été rongée de l'intérieur par le néolibéralisme, combien elle a été éviscérée par les politiques sécuritaires depuis des décennies. Il faut donc viser *au-delà* de la démocratie libérale, rempart bien trop faible pour les sociétés. La gauche, si elle existe, doit accompagner tous les mouvements, toutes les expérimentations, toutes les luttes qui cherchent à inventer aujourd'hui des formes d'autogouvernement collectif, des formes d'activité et de vie respectueuses des milieux de vie. C'est ce que nous avons développé avec Pierre Dardot dans notre livre *Commun* (2014) et, plus récemment, dans *Instituer les mondes* (2025). Il ne s'agit pas ici de détailler les propositions stratégiques que nous avons avancées mais plus modestement de lister quelques aspects fondamentaux de la contre-offensive cosmopolitique.

- 1- Se battre contre toutes les dictatures, toutes les tendances autoritaires, tous les néofascismes, partout y compris au sein des démocraties libérales. Notre ennemi n'est pas tel ou tel pays, tel ou tel peuple, mais les régimes tyranniques, oligarchiques et les mafieux qui les dominent.
- 2- Contre le nationalisme de l'action et de la pensée, renouer avec la dimension internationale ou, mieux, transfrontières des mouvements, des luttes, des idées, ne plus se laisser enfermer dans le cadre national. C'est d'ailleurs ce qui a lieu d'ores et déjà.
- 3- Décoloniser l'approche de l'alternative, réaliser que le monde est pluriel, qu'il y a plusieurs façons de faire monde, d'entretenir des rapports aux autres et à la nature. S'inspirer en particulier d'autres civilisations non écocidaires, non pour les imiter mais pour limiter les emprises que nous avons sur l'environnement.

- 4- Transversaliser les luttes et la pensée. Être écologiste aujourd'hui, c'est aussi être féministe et favorable à la justice sociale. Nous vivons l'époque des croisements, de l'altération réciproque des luttes. Le syndicalisme lui-même se transforme. Aujourd'hui, il est impossible de traiter uniquement de l'exploitation du travail sans parler de la destruction de la nature. La transversalisation est une révolution des pratiques et une transformation intellectuelle que l'on observe partout. Le marxisme en est profondément affecté.
- 5- Développer toutes les formes possibles d'autogouvernement des activités, transformer dans un sens démocratique les organisations, les syndicats, les partis. En, faire des « communs de lutte ». Développer collectivement des « pratiques instituanes » à tous les niveaux, dans tous les secteurs, de sorte que nos activités laissent des « traces », s'inscrivent dans la réalité, deviennent des institutions vivantes.
- 6- Transformer les institutions existantes l'entreprise, tous les services publics, les associations dans un sens radicalement démocratique,. Et notamment les structures éducatives. Pour cela veiller aux pratiques, les réfléchir collectivement, les amender.
- 7- Remettre au premier plan la dimension *égalitaire* du combat social, contre les identitarismes, communautarismes, corporatismes, technocratismes, etc. L'égalité sous toutes ses formes, politique, juridique, sociale, économique, culturelle, sans laquelle il n'y a pas de liberté, c'est ce qui définit la gauche. Ce qui veut dire aussi qu'il ne faut pas oublier la lutte des classes pour l'égalité comme cela a été fait depuis des décennies.